

Burundi/Présidentielle : Agathon Rwaswa face au général Ndayishimiye

Deutsche Welle, 16.02.2020 Agathon Rwaswa candidat à la présidentielle au Burundi Le Conseil national pour la liberté (CNL), principal parti d'opposition au Burundi, a désigné dimanche, son président Agathon Rwaswa comme candidat à la présidentielle prévue le 20 mai 2020.

La candidature de M. Rwaswa, choisi par le bureau exécutif du parti, a été annoncée dimanche par le président au millier de congressistes présents, au cours d'une séance à huis clos, a expliqué le maître des cérémonies, Félix Mpozerinigi. 56 ans, Agathon Rwaswa, chef historique des rebelles hutu des Forces nationales de libération (FNL), est considéré comme le principal rival du général Evariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir au Burundi, issu également d'un mouvement rebelle hutu, le CNDD-FDD. Agathon Rwaswa, vaincu de la tête du parti FNL fin 2010 avec la nomination au pouvoir, avait pris la tête d'une coalition d'indépendants, Amizero y' abarundi (Espoir des Burundais) devenue la 2e force politique à l'issue des élections contestées de 2015. Il a décidé de créer ensuite un nouveau parti, le CNL, pour se conformer à la nouvelle constitution de 2018 qui interdit notamment les coalitions d'indépendants. Agathon Rwaswa face au général Ndayishimiye "Nous sommes déjà engagés dans une campagne électorale très dure parce que nous avons face de nous un parti, le CNDD-FDD, et un candidat, le général Evariste Ndayishimiye, décidé à tout mettre en œuvre pour garder le pouvoir, mais nous sommes décidés à aller jusqu'au bout cette fois", a déclaré à l'AFP dimanche le représentant du CNL à l'international, Aimé Magera. "Pour preuve, il y a déjà 490 cadres et militants de notre parti emprisonnés, dont 80 dans la seule province natale (Ngozi) de M. Rwaswa, une dizaine ont été assassinés, d'autres ont été torturés et plus de 80 de nos permanences ont été détruites", a-t-il affirmé. Ces violences sont régulières rapportées par les médias indépendants et la société civile. Aujourd'hui, les élections semblent plus ouvertes malgré le parti au pouvoir au Burundi tente de tout verrouiller, estime un diplomate qui a requis l'anonymat, en faisant allusion à la décision du président actuel Pierre Nkurunziza de ne pas se représenter. M. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, avait surpris en annonçant en juin 2018 qu'il ne se représenterait pas à sa succession en 2020, alors que la nouvelle Constitution modifiée par référendum le lui permettait. L'annonce en avril 2015 de sa candidature à un troisième mandat avait plongé son pays très pauvre dans un cycle de violences et de violations massives des droits humains qui ont fait 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes, selon les estimations de la Cour pénale internationale qui a ouvert une enquête. (Avec Afp)